

Macron : une créature du patronat pour imposer un programme de choc contre les travailleurs/ses

Macron est une imposture. Son émergence ne tient en aucun cas du miracle. Elle a été minutieusement fabriquée¹ par les cercles patronaux et leurs relais médiatiques, bien conscients du discrédit et de la faiblesse de leurs partis traditionnels : LR et PS. Il fallait donc un emballage nouveau, capable de fusionner les partis de « l'extrême-centre »² autour d'un programme de contre-réformes dont les capitalistes ont besoin pour restaurer leurs profits.

Un gouvernement de combat contre les travailleurs/ses

Comme on pouvait s'y attendre, Macron a rassemblé des personnalités de « gauche », du « centre », et de « droite » dans son gouvernement, qui a au moins une vertu : mettre fin à la fausse opposition entre LR et le PS, et rassembler les partis de la bourgeoisie autour de leur programme commun. Il fait aussi entrer des représentants directs des milieux patronaux, ce qu'il appelle « ouverture à la société civile ». Mais pour que les choses soient bien claires, les ministères clés sont détenus par des représentants de la droite et du patronat.

Le premier ministre (Édouard Philippe) et le ministre de l'économie (Bruno Le Maire) sont des dirigeants de LR. Ce seront eux qui seront en première ligne pour faire passer les contre-réformes du gouvernement : code du travail, assurance chômage, etc. Bruno Le Maire défendait un programme ultra-libéral aux primaires de la droite... qu'il se proposait de mettre en place par ordonnances. On notera également la présence du jeune sarkozyste Gérald Darmanin, qui sera chargé de s'attaquer au statut des fonctionnaires. On voit ainsi que Macron a réussi à incorporer à son gouvernement plusieurs sensibilités de LR.

Muriel Pénicaud a été nommé au ministère du travail. C'est elle qui sera chargée de porter les ordonnances contre le code du travail. C'est une représentante des milieux patronaux : diplômée de l'école privée de management Insead, elle a écumé les postes de direction des ressources humaines dans les grands groupes capitalistes. Agnès Buzyn a été nommé ministre de la santé. C'est une médecin qui a été payée par l'industrie pharmaceutique pour défendre ses intérêts³. Ces ministres de la « société civile » sont des relais immédiats des intérêts patronaux.

Jean-Michel Blanquer a été nommé au ministère de l'éducation nationale. Homme de droite également, ancien du cabinet de De Robien à l'éducation, actuel directeur de l'Essec (école de commerce), il a écrit en 2016 un livre⁴ développant les grands axes de ce qu'il propose pour l'école. Selon lui, il faut permettre aux chefs d'établissements de recruter les profs, de les noter. Il faut orienter les enfants des catégories populaires très tôt vers des filières courtes répondant aux besoins immédiats du patronat. Les enseignants qui ont voté massivement pour Macron⁵ (à environ 40%) vont, espérons-le, commencé à comprendre l'ampleur de leur erreur.

Macron a aussi veillé à recycler quelques vieux déchets du PS pour faire adouber son programme de choc ultra-libéral par la « gauche » : Le Drian bascule de la défense aux affaires étrangères,

1 Cf. <https://tendanceclaire.org/breve.php?id=23496>

2 L'expression « extrême centre » est utilisée par Tariq Ali (<https://www.versobooks.com/books/1943-the-extreme-centre>) pour désigner la convergence programmatique des partis institutionnels de gauche et de droite autour d'un agenda néolibéral.

3 Cf. <https://www.mediapart.fr/journal/france/070316/les-petits-arrangements-de-la-nouvelle-presidente-de-la-haute-autorite-de-sante>

4 Cf. <http://tendanceclaire.org/breve.php?id=23861>

5 Cf. <https://tendanceclaire.org/breve.php?id=23615>

Collomb décroche l'intérieur. Annick Girardin (PRG) passe de la fonction publique à l'Outre mer. Sans oublier Bayrou et sa fidèle De Sarnez qui décrochent aussi leurs maroquins. Et pour couronner le tout, Macron a réussi à se payer Hulot, véritable idiot utile d'un gouvernement de guerre contre les travailleurs/ses et pour le saccage de la nature. On ne peut pas imaginer plus anti-écologiste que Philippe, qui a œuvré comme lobbyiste chez Areva. Hulot avait vertement critiqué le programme anti-écologiste de Macron... Quel tartufe !

Macron neutralise LR et le PS

Le PS est en lambeaux. Des dizaines de députés PS ont quémandé (secrètement pour la plupart) une investiture « En marche ». Une vingtaine l'ont obtenu mais d'autres sont revenus bredouilles... et ont donc gardé leur investiture PS faute de mieux. Des députés PS qui ont donné suffisamment de gages de soumission (comme Le Foll, Le Guen, El Khomri...) n'auront pas de candidat « En marche » (qui ne présentent au final que 522 candidats) face à eux. L'axe central du PS (autour de Cambadélis, mais aussi de soutiens de Hamon comme Fekl ou Germain) louvoie et refuse de se placer dans l'opposition à Macron : ils disent vouloir soutenir Macron au cas par cas, et s'opposer quelques fois. Une aile gauche (autour de Hamon) se place davantage en opposition, mais refuse de rompre avec le PS, et cautionne donc cette orientation de larbins critiques du macronisme.

Les écologistes de EELV sont aussi lamentables. Ils se félicitent de l'entrée de Hulot au gouvernement, faisant semblant de ne pas voir la grotesque opération de Macron. Du coup, ils se placent plus ou moins la majorité présidentielle ! Jadot a twitté : « *Il faudra de nombreux députés écologistes pour soutenir le combat difficile, nécessaire et courageux que va devoir mener Nicolas Hulot* ». Quel pitre ! Et dire que ces guignols suppliaient Mélenchon de les soutenir pour sauver leurs sièges de députés ! Macron est un cynique qui profite de la décomposition politique et morale de tous ces vieux partis. Il profite également des ambitions mesquines des uns et des autres pour finir de détruire ces vieux appareils et construire une coalition autour d'En marche.

LR semble davantage tenir le choc. Mais Macron a réussi à débaucher des figures de LR. L'objectif n'était pas tant de faire basculer des députés LR vers « En marche », mais de faire venir une partie de l'électorat de LR vers En marche, et éviter une majorité absolue LR à l'assemblée. L'objectif de Macron est ainsi de construire une majorité autour d'un groupe central « En marche » qui pourrait s'appuyer sur des macronistes de « gauche » (les députés PS proches de Hollande ou de Valls) ou un groupe de macronistes de « droite » (les juppéistes).

En effet, Macron n'est pas sur de disposer d'une majorité absolue « En marche » à l'assemblée. Les médias font pourtant une propagande assez hallucinante pour vanter les qualités de Macron. La parole des opposants est de plus en plus censurée, les médias profitant du fait qu'il n'y a aucune contrainte sur le temps de parole pour les législatives. On nous vante à longueur de journée le « renouvellement » qu'incarnerait les candidats « En marche », qui seraient à l'image de la société française ! C'est totalement faux : ces candidats sont quasiment tous des cadres supérieurs ou des patrons⁶. On trouve même des perles rares comme le mathématicien Cédric Vilani, personnage grotesque qui enchaîne tellement les lieux communs et les éléments de langage qu'il en devient comique⁷.

Quelle sera la principale opposition au bloc LR-En marche-PS à l'assemblée ?

Face à l'extrême-centre coalisé, les deux principales forces électorales d'opposition sont le FN et la France insoumise.

6 Cf. <http://tendanceclaire.org/breve.php?id=23862>

7 Cf. <http://tendanceclaire.org/breve.php?id=23834>

Le FN paraît affaibli. Il n'a réalisé « que » 21,3% au premier tour de la présidentielle et 35,9% au second tour. C'est beaucoup, mais c'est nettement en deçà de leurs espérances. Néanmoins, le FN a obtenu plus de 50% dans 45 circonscriptions, et il pourrait décrocher plusieurs dizaines de députés. Cependant, la contre-performance de Le Pen au débat de second tour et la crise interne qui s'est ouverte dans le FN pourrait accentuer la démobilisation des électeurs du FN, qu'on observe généralement lors des législatives. Le FN se polarise entre une aile « souverainiste » (autour de Philippot), qui porte la sortie de l'euro et un discours « social » pour capter les catégories populaires, et une aile « identitaire » (autour de Marion Maréchal Le Pen, désormais en retrait), qui veut unifier les droites autour d'un discours anti-immigrés et islamophobe, tout en abandonnant la sortie de l'euro et en défendant le libéralisme de la droite. Cette contradiction pourrait à terme provoquer l'éclatement du FN si les succès électoraux ne sont pas au rendez-vous.

En face, la France insoumise se structure en parti politique à visée hégémonique à gauche de Macron. Le PCF est en voie de marginalisation, et Mélenchon ne veut lui faire aucun cadeau. La dynamique de la présidentielle se poursuit malgré l'hostilité et le boycott des grands médias, qui aimeraient refermer la parenthèse Mélenchon. Mais la France insoumise incarne aux yeux d'une grande partie des catégories populaires l'opposition progressiste aux politiques néolibérales de Macron. Comme nous l'avons clairement expliqué au cours de la campagne⁸, le programme antilibéral et keynésien de Mélenchon est une impasse : pour rompre avec l'austérité, il ne faut pas « prendre sur les profits » (ce qui est impossible dans un capitalisme en crise), mais il faut rompre avec le capitalisme, c'est-à-dire collectiviser les grands moyens de production pour produire en fonction des besoins.

Front social contre le gouvernement Macron !

Il est urgent aujourd'hui de construire la mobilisation contre les projets de Macron, qui va agir vite et fort dès cet été. Bien entendu, les directions confédérales des syndicats ne préparent strictement rien. Elles attendent gentiment que le gouvernement lance les invitations pour les concertations. Heureusement, des équipes syndicales combattives (InfoCom CGT, Sud Poste 92, CGT Goodyear...) ont pris l'initiative de constituer un « Front social », qui s'est manifesté dans la rue le 22 avril (autour de 2.000 manifestants) et le 8 mai (autour de 3.000 manifestants). La prochaine grande initiative du Front social aura lieu le 19 juin, avec un appel à manifester au lendemain du second tour des législatives. Il faut populariser cette initiative et batailler pour que nos syndicats rejoignent le collectif du Front social. Il faut aussi y porter des discussions politiques sur le contre-projet de société que nous voulons porter, car les luttes sociales ont besoin d'un programme politique pour se développer. Le NPA doit articuler une réponse politique à la hauteur de la situation de crise du capitalisme, c'est-à-dire défendre un programme communiste révolutionnaire rénové, tout en construisant la riposte sociale en assumant la nécessaire confrontation avec les directions bureaucratiques du mouvement ouvrier. C'est notre tâche des mois qui viennent. Pour les législatives, notre parti, le NPA, présentera quelques candidatures au premier tour. Il sera important d'y défendre ces perspectives pour préparer la suite qui s'annonce rude pour notre classe.

Gaston Lefranc

⁸ Au contraire de la direction du NPA qui a centré ses critiques sur le discours patriotique de Mélenchon